

# Lutte de classe

## POI : Gluckstein et « les intérêts de la nation ».

Je vous propose une lecture critique de l'éditorial du n°11 d'*Informations ouvrières*, rédigé comme il se doit par le secrétaire national du POI, D. Gluckstein.

Il commence par un glissement sémantique qui met un peu plus en relief le courtisan du régime qu'est devenu Gluckstein, après avoir fait référence à la France, il paraphrase Sarkozy : « *Une escalade qui nous est imposée ?* ». Le « nous » (inclusif), pour ceux qui savent lire, c'est la France ! Une « *escalade imposée* » à la France, par qui ? Vous le saurez plus loin, car désormais le POI entend défendre les intérêts de la France pour ceux qui ne le sauraient pas encore. Vous pensez que j'exagère ? Attendez de lire la suite pour en juger. La France dont se réclame Sarkozy, pas seulement, celle des républicains à qui Gluckstein s'emploie à emprunter le langage conformément à la stratégie pour laquelle le POI a remplacé le PT. Et pour mieux prouver que je ne me trompe pas, dans la phrase suivante il écrit : « *Il y a pour le moins matière à s'interroger.* », ah c'est le moins que l'on puisse dire ! Mais pas dans le sens où il l'entend.

Pour être certain que l'on se comprenne bien, ce n'est pas une banale façon de s'exprimer ou histoire de pinailler sur un détail de ma part, je précise que s'il avait dit que cette « *escalade* » nous était « *imposée* » après avoir fait référence aux travailleurs à qui Sarkozy n'a pas demandé leurs avis, là nous aurions été d'accord avec lui et je ne me serais pas attardé sur cette phrase, d'autant plus que nous savons que la majorité de la population est contre l'intervention militaire en Afghanistan, mais lorsqu'il fait référence à la France en parodiant Sarkozy, Morin ou Kouchner, cela n'a pas du tout la même signification, on ne peut pas le suivre sur ce terrain qui relève du patriotisme ou du nationalisme.

Mais alors pourquoi cette « *escalade* » ? Il répond plus loin à cette question : « *L'objectif évident est de susciter un climat d'union sacrée.* », comme s'il n'existait pas déjà depuis l'élection de Sarkozy (pour ne pas remonter plus loin) ! Nous allons le vérifier.

Autre élément qui permet de dire qu'il fabule complètement, un sondage réalisé ces derniers jours révèle que cette opération associée à celle de Maillé, n'a pas réussi à faire remonter la cote de popularité de Sarkozy, plus 2 ou 5 points selon les instituts de sondage qui ont précisé qu'elle demeurerait très minoritaire (source : Reuters 31.08), et que ce sondage avait été réalisé pendant la période des vacances, quand les personnes interrogées ne pensaient pas forcément à tous les problèmes qu'elles allaient devoir affronter dès le début septembre, et que par conséquent il fallait minorer les résultats de ce sondage, autrement dit que la cote de popularité de Sarkozy n'avait pas remonté, ce n'est pas moi qui l'invente, ce sont les publicistes bourgeois qui n'ont pas intérêt à nuire à Sarkozy qui l'ont écrit, nous sommes bien d'accord.

Ajoutons qu'on sait très bien que tous les instituts de sondage sont à la botte de Sarkozy, on ne peut donc pas dire que le véritable objectif de Sarkozy ait été celui-là, par contre celui dont justement Gluckstein n'a pas parlé s'adressait davantage à la population qu'aux partis politiques, il a échoué lamentablement : parvenir à redorer son image au près de la population, il repassera ! C'était prévisible.

Il continue son éditorial en s'apitoyant sur ces malheureux barbouzes rescapés du piège que leur avaient tendu la résistance afghane. Car voyez-vous, page 4 à laquelle il renvoie, si « *la réaction du commandement* » avait été plus rapide, s'il n'y avait pas eu « *de sérieux problèmes de coordination* » et s'ils avaient reçu « *des munitions* » ils auraient pu massacrer ces résistants afghans à l'occupation de leur pays et ces 10 braves soldats français ne seraient pas morts ! 10 résistants afghans ne vaudront jamais 10 militaires français, je pense exactement le contraire. Il devrait postuler au poste de commandant en chef des opérations en Afghanistan pour le compte de l'OTAN ! Excusez-moi, mais là Gluckstein a franchi un nouveau pas dans la mauvaise direction.

Il ne lui viendra pas un instant à l'esprit que parmi les combattants afghans il n'y a pas que des talibans, il y a de véritables résistants à l'occupation militaire à laquelle participent les armées de 45 pays, par exemple des combattants qui ont résisté à l'occupation militaire de l'Afghanistan par l'URSS dans les années 80. C'est comme si l'on disait qu'il n'y avait eu qu'une seule organisation de résistants pendant la seconde guerre mondiale en France, ce serait absurde, grotesque et faux en même temps.

Plus navrant encore, *Informations ouvrières* se fait l'écho d'un père de militaire qui explique que le gouvernement doit arrêter d'envoyer « *des enfants se faire tuer* », parce que des commandos parachutistes et des légionnaires armés jusqu'aux dents et qui partent faire la guerre à la résistance afghane, ce seraient des enfants de coeur ! Et le POI se fait le complice de ce genre de discours.

Pour choisir de s'engager particulièrement dans ces unités de combat de l'armée qui sont formées à tuer et à torturer si nécessaire, à intervenir à l'étranger, à soutenir des dictatures chancelantes en Afrique ou défendre les installations des multinationales contre les intérêts des peuples, il faut appartenir à la lie de la société, et qu'on ait 19 ans ou davantage ne change rien. On pourrait rappeler à Gluckstein la définition que donnèrent Marx et Engels du lumpenprolétariat dans *La social-démocratie allemande* (page 17, version Internet) :

« *Le lumpenprolétariat - cette lie d'individus déchus de toutes les classes qui a son quartier général dans les grandes villes - est, de tous les alliés possibles, le pire. Cette racaille est parfaitement vénale et tout à fait importune. Lorsque les ouvriers français portèrent sur les maisons, pendant les révolutions, l'inscription : « Mort aux voleurs ! », et qu'ils en fusillèrent même certains, ce n'était certes pas par enthousiasme pour la propriété, mais bien avec la conscience qu'il fallait avant tout se débarrasser de cette engeance. Tout chef ouvrier qui emploie cette racaille comme garde ou s'appuie sur elle, démontre par là qu'il n'est qu'un traître. »*

Il nous sert du « *peuple français* » dorénavant dans chaque éditorial ou communiqué, on croirait entendre parler le secrétaire général du PCF des années 70-80 Georges Marchais ! Ce sera difficile de tomber plus bas, mais on ne sait jamais.

On apprend que « *L'engagement français en Afghanistan se fait au compte d'intérêts étrangers aux intérêts de la nation* », parce que si c'était pour le compte de la nation, cela changerait tout et justifierait même une guerre. De la France à la nation, il n'y a pas loin, je vous le disais en introduction. Depuis quand les « *intérêts de la nation* » coïncideraient avec ceux de la classe ouvrière quand elle est dirigée par la bourgeoisie, précisons, à l'époque de l'impérialisme stade suprême du capitalisme ? Où a-t-il vu jouer cela le « *trotskiste* » Gluckstein ? Certainement pas dans le marxisme. On comprend pourquoi, lorsqu'on a à l'esprit que les « *socialistes* » qui ont rejoint le POI se réclament de la SFIO qui s'est particulièrement distinguée le 4 août 1914 en votant les crédits de guerre, eux aussi ils ont défendu les « *intérêts de la nation* » française. On n'a pas vraiment envie que ces gens là aient un jour le pouvoir. Mais vous allez voir pourquoi il a embrayé sur ce terrain-là.

Il continue : « *C'est Bush qui a exigé de l'Union européenne — qui s'incline — de « partager le fardeau » des interventions militaires en Afghanistan et ailleurs. Derrière Bush, ce sont les multinationales, capitalistes et spéculateurs, qui dictent leurs exigences.* ». Certes, mais rien n'empêchait Sarkozy de refuser de se plier à l'exigence de Bush, Chirac avait bien refusé de participer à la coalition qui a attaqué l'Irak en 2003, dites-moi si je me trompe. Il a oublié De Gaulle auquel il n'hésite pas à faire référence ailleurs, dites-moi encore si j'ai rêvé. Donc, encore une contre-vérité. Précisons que cette interprétation fallacieuse des événements est partagée par bon nombre de bonnes consciences, y compris au sein de l'UMP (voir le Comité Valmy par exemple).

Vous vous dites qu'il va appeler à chasser Sarkozy, vous n'y êtes pas du tout, car « *En agissant ainsi, le gouvernement Sarkozy-Fillon dévoile sa nature : un gouvernement de supplétifs de l'OTAN et de l'Union européenne.* », bref, encore une fois il n'est pas vraiment responsable au sens propre du mot supplétif qui appartient à la terminologie militaire et qui signifie : *servir de complément aux unités régulières*, en réalité, Sarkozy vient seulement compléter le dispositif de l'OTAN et de l'UE, il est la dernière roue du carrosse, le malheureux, il est obligé de suivre sans broncher. Bref, il serait comme les dirigeants syndicaux, pris au « *piège* », personne n'est vraiment responsable dans ce beau pays qu'est la France, alors que Sarkozy a rappelé lors du Conseil national de l'UMP le 5 juillet dernier que l'Union européenne existait par la volonté des chefs d'Etat, je cite : « *si la Commission décide c'est parce que les chefs d'Etat et de gouvernement l'ont voulu ainsi* » (source : Reuters 05.07), ce qui lui permettait de dire ce qu'il avait à dire en se foutant des conventions ou plutôt en les oubliant, à moins qu'il ne les connaisse pas, ce qui est fort probable aussi. Que Sarkozy soit aux ordres de Bush, c'est certain, mais cela demeure un choix politique qu'il a fait, il ne faut pas l'occulter, qu'on le veuille ou non. Ne pas le dire, ne revient-il pas à soutenir de façon masquée le gouvernement ?

Pourquoi alors toute cette gesticulation ? Au passage, vous avez sans doute remarqué que Gluckstein continue de faire l'impasse sur la présence de Kouchner au gouvernement, même lorsqu'il est en première

ligne en tant que ministre des Affaires étrangères comme sur cette affaire, il parle du « *gouvernement Sarkozy-Fillon* ». Kouchner est au PS et le POI entend recruter des adhérents de ce parti pourri, il faut donc l'épargner lui aussi, solidarité oblige entre « *camarades* » ! Pour comprendre la prise de position d'un parti, il faut avoir tout cela à l'esprit, sinon on est prêt à croire et à raconter n'importe quoi. Que l'on ne puisse pas tout dire ou rappeler dans un éditorial, c'est un fait, mais là il s'agissait d'un mot, un seul, le nom de Kouchner qui lui brûle les lèvres.

Vous allez voir que décidément Gluckstein fait feu de tout bois. Il écrit : « *C'est parce que sa politique se heurte dans tous les domaines à la résistance des travailleurs et de la jeunesse que le gouvernement tente à travers, son aventure en Afghanistan de créer un climat d'union nationale propice à l'exécution de ses plans « intérieurs* ». ».

Au premier abord on pourrait penser que cette analyse est correcte, puis en y regardant d'un peu plus près, on se demande où il a vu jouer cela : Sarkozy a appliqué sans trop de difficultés son programme de démolition depuis 16 mois avec le soutien du PS, du PCF et des dirigeants syndicaux. Certes, l'UMP a perdu quelques villes aux élections municipales, mais pour l'essentiel, Sarkozy est arrivé à ses fins, et l'on ne voit pas très bien ce qui pourrait l'empêcher de continuer sur sa lancée. Que ce soit sur le traité de Lisbonne où la « *réforme* » des institutions, Sarkozy a eu gain de cause, n'est-ce pas ? Que ce soit sur la remise en cause du droit de grève, des retraites, le saccage de la Sécu, du Code du travail, etc., il a obtenu ce qu'il voulait, arrêtez-moi si je me trompe. Donc le « *climat d'union nationale* » est déjà instauré dans ce pays.

Ne soyez pas assez naïf pour penser qu'il parle de la population et non des partis politiques, puisque hier comme aujourd'hui, Sarkozy est totalement incapable de réunir la majorité de la population derrière lui, nous ne sommes pas aux Etats-Unis, par contre, que tous les partis institutionnels le soutiennent, c'est bien réel et ce n'est pas nouveau, donc ce n'est pas un objectif à atteindre pour Sarkozy.

La « *résistance* » des travailleurs dont il parle, elle est passive, muselée, sans représentation politique et Sarkozy le sait très bien. Quant au « *climat d'union nationale* » - Gluckstein finit pas y venir, alors que jusqu'à présent il ne parlait que de « *coalition* » en faisant référence à la gestion des régions par le PS au côté du gouvernement dominé par l'UMP. Au passage, j'ai sans doute été l'un des premiers à employer l'expression d'union nationale en parlant du gouvernement actuel, bref, l'union nationale existe depuis la formation du gouvernement il y a 16 mois, un petit moins longtemps si l'on tient compte ou part des comités que Sarkozy a constitués dans la foulée et où participent des dizaines de dirigeants du PS et des autres partis présents à l'Assemblée nationale, donc Gluckstein découvre une situation qui existe déjà depuis un moment. Trop tard à la soupe, il serait peut-être tant que tu te réveilles un peu, regarde dans quels draps s'est foutu Evo Morales en laissant passer l'occasion de prendre tout le pouvoir, c'est lui qui va être balayé par la réaction s'il commet encore la moindre erreur, s'il n'est pas déjà trop tard...

Gluckstein et tous les dirigeants de son courant politique sont devenus à la suite de Lambert, incapable de formuler la moindre prévision politique (comme à la veille du référendum du 29 mai 2005 par exemple, ou encore l'élection de Sarkozy), or c'est une des tâches essentielle à laquelle doit s'atteler un dirigeant rappellera à plusieurs reprises Trotsky. Ce n'est pas trop qu'ils en sont incapables car ils sont fort intelligents, il aurait mieux valu dire qu'ils en avaient la possibilité mais qu'ils les gardaient pour eux, car ils craignent par dessus tout de formuler publiquement un pronostique erroné, qui dans un parti en proie au centralisme bureaucratique pourrait se retourner contre eux et rime avec déchéance, perte de pouvoir, soumission ou exclusion un jour où l'autre, les exemples ne manquent pas, le moment voulu on pourra toujours vous ressortir vos erreurs anciennes pour justifier toutes les accusations possibles et inimaginables contre vous, pour vous exclure si nécessaire, c'est si facile de fabriquer un amalgame de toutes pièces.

Du coup, ils sont tétanisés à l'idée de devoir formuler une prévision, surtout à court terme, car leur erreur sauterait aux yeux des militants qui pourraient leur demander des comptes. Peut-être aussi qu'à force d'endurer cette pratique antidémocratique, ils sont devenus sclérosés et je leur prête abusivement une qualité qu'ils n'ont plus depuis longtemps, ce que les faits semblent confirmer, mais laissons-leur le bénéfice du doute puisque cela ne porte pas à conséquence. Il faut bien expliquer à quoi correspondent certaines attitudes des dirigeants, si l'on veut réellement arriver à les comprendre et éviter de se méprendre sur leurs réelles intentions et ce qu'ils disent ou écrivent.

Que Sarkozy ait besoin d'un second souffle pour continuer son programme de démolition, cela n'a rien d'extraordinaire et n'est pas l'essentiel (de mon point de vue qui n'est pas celui d'un réformiste), en réalité, depuis le premier jour de son mandat il est en permanence à l'affût de la moindre occasion pour faire un pas en avant, car il sait pertinemment qu'il a été élu sur la base d'une vaste escroquerie et que le voile derrière

lequel il cachait sa véritable nature s'est envolé les semaines qui ont suivi son arrivée à l'Élysée cela Gluckstein ne le dit pas, parce qu'il devrait dire qu'il est illégitime et minoritaire dans le pays, sinon Sarkozy ne se serait pas cassé la tête pour attirer l'attention sur sa vie personnelle par exemple pour faire diversion, il sait plus que n'importe qui que son programme antisocial ne rencontrera jamais l'adhésion de la majorité de la population qu'il passe son temps à matraquer. Bref, Gluckstein enfonce des portes ouvertes.

Que l'immense majorité des travailleurs condamnent en bloc les lois et les mesures réactionnaires prises par le gouvernement Sarkozy-Fillon-Kouchner depuis mai 2007, nous le savons tous, que la situation économique va encore s'aggraver, nous le savons tous aussi, Fillon vient de déclarer lundi sur Europe 1 à propos de la croissance économique, après avoir rêvé à haute voix qu'elle sera de 2% ou 1,7% : « *J'espère que ce sera au moins 1%* » (source : AFP 01.09), que cette situation va alimenter les tensions sociales entre les classes, nous le savons tous, les grèves se multiplient à travers tout le pays, notamment sur la question des salaires, mais pour que le gouvernement soit réellement menacé, il faudrait au moins une condition, au choix :

- soit que les fonctionnaires et les travailleurs des grandes entreprises qui forment le gros des bataillons des syndicats se lancent dans une grève illimitée qui paralyse l'activité économique du pays, ce qui impliquerait qu'ils contrôlent eux-mêmes leur grève en réalisant l'unité et en constituant leur comité national de grève, car dans le cas contraire les dirigeants syndicaux auront vite fait de saboter leur mouvement. Ajoutons qu'au mieux, sans perspective politique le gouvernement serait obligé de céder sur certaines revendications sans aller plus loin, cela reviendrait à donner satisfaction partiellement à ceux qui réclament un « *plan de relance* » de la consommation par la hausse des salaires, fondamentalement cela ne changerait absolument rien à la situation sociale et politique, tout au plus Sarkozy bénéficierait d'un répit supplémentaire ;
- soit qu'un parti ou des partis ouvriers (avec les syndicats) appellent dans l'unité à une manifestation nationale à Paris pour en finir avec Sarkozy, les institutions de la Ve République, le capitalisme, mais nous savons qu'aucun parti ne se situe dans cette perspective politique, il faut donc l'exclure.

Tout repose finalement sur la capacité des travailleurs des grandes entreprises et les fonctionnaires qui en réalisant l'unité à la base peuvent imposer l'unité des syndicats aux bureaucrates qui les contrôlent, contre leur gré, à conditions qu'ils se libèrent de leur tutelle, entraînant dans leur sillage l'immense majorité des travailleurs du secteur privé (75% des salariés), ce qui pourrait déboucher sur la grève générale, sans se faire la moindre illusion sur l'issue politique de ce scénario.

On nous a fait croire à de multiples reprises dans le passé que tout était possible, sauf que sans un parti révolutionnaire enraciné profondément dans les masses, rien n'est possible. Qu'il puisse se construire au cours de la mobilisation des masses, c'est ce que nous enseignent les leçons du passé, encore faudrait-il que l'on dispose d'un embryon de parti, or il n'existe pas aujourd'hui. Peut-être que cela précipitera certains rapprochements entre différentes formations politiques se réclamant de la révolution socialiste, pour le moment et à court terme sans faire preuve d'un optimisme aveugle, c'est le seul élément positif qui pourrait émerger de la situation. Il ne faut pas sombrer dans la dépression et abandonner le combat, mais il faut rester lucide.

Même Trotsky, selon moi, avait pêché par excès d'optimisme en lançant « *C'est au tour de la France* » en 36, peut-être pour galvaniser nos troupes, mais en l'absence du parti, les choses étaient entendues d'avance, car on ne construit pas un parti de toutes pièces en quelques mois ni en quelques années, et sans doute que bien des militants ont cultivé des illusions à cette occasion ou ne s'en sont jamais remis. On peut formuler des prévisions avec beaucoup de prudence, mais seulement lorsque l'on a été au bout de ses analyses, pas avant. Dans ma situation, c'est un exercice quasi-impossible, mais je prends le risque puisque personne ne veut s'y atteler, et si je me plante, vous en serez les premiers témoins, il suffira de rectifier le tir voilà tout. La question du parti liée à la question du pouvoir demeure déterminante.

La fin de son éditorial est encore plus pathétique, Jaurès devient par enchantement un « *grand socialiste* », on en vient à se demander ce que pouvait être à côté Marx ou Lénine, les superlatifs nous manquent ainsi que les mots, Gluckstein nous coupe le souffle. Il lèche les pompes des sociaux-démocrates ménopausés qui avant de sombrer totalement dans la sénilité se souviennent soudainement qu'ils ont une conscience, je n'ose même pas dire une conscience de classe, on a envie de dire que le mal est fait et qu'il est un peu tard pour qu'on les prenne vraiment au sérieux, désolé, surtout lorsque l'on voit que Gluckstein se vautre dans la fange du républicanisme à cent balles pour nous en convaincre.

Il y a quelques années Jaurès est revenu en odeur de sainteté dans ce courant politique, puis, son nom est apparu de plus en plus souvent dans leurs publications, pour finir, il est à l'honneur dans le *Manifeste* du POI ou il a remplacé avantageusement Marx déchu, pour conclure le voilà devenu un « *grand socialiste* », demain qui sait, ils en feront un grand révolutionnaire !

Laissez à Jaurès ce qui revient à Jaurès, sans salir sa mémoire, mais sans l'embellir non plus, au risque de sombrer dans le ridicule. Il en faudra plus que ce genre de flatteries de courtisans pour enterrer les enseignements du marxisme.